

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 26 mai 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI  
Cellule "Risques chroniques" et Territoriale  
Téléphone : 04 72 44 12 24  
Télécopie : 04 72 44 12 57  
Courriel : [pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr)  
Référence : UTRS-C4SD/D-15-G533-G01-PR2605

**DÉPARTEMENT DU RHONE**  
**Société VAL'AURA à VAULX-EN-VELIN (69120)**  
**Visite d'inspection courante réalisée le 24 avril 2015**  
**Rapport de l'inspecteur de l'environnement**

**Nom de l'établissement :**

**Société VAL'AURA SAS**  
26-28-30 rue Wilson  
69150 – DECINES-CHARPIEU

**Adresse du siège social de l'établissement :**

**Société VAL'AURA SAS**  
Pôle Tri Valorisation Matières  
Sita Région Centre Est "Le Gerland Plaza"  
19, rue Pierre-Gilles de Gennes  
69007 – LYON

**Activité principale de l'établissement :**

Installations de transit, regroupement ou tri de  
déchets non dangereux et de déchets  
d'équipements électriques et électroniques

**Code S3IC de l'établissement :**

106.105 et 106.533

**Priorité DREAL :**

Autre

**Copies à :** REMIPP-2PSE  
C4SD/D  
CHRONO

**Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire  
DEN-QMO-06-001.**

**Inspecteur : Pascal RESTELLI**

**Date d'annonce du contrôle : 16 avril 2015**

<b>Type de contrôle</b>	<input type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle			

<b>Circonstances du contrôle</b>	<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DRIRE	<input type="checkbox"/> Incident/Accident du
	<input type="checkbox"/> Plainte du voisinage	<input checked="" type="checkbox"/> Autre : Cessation d'activités

**Thèmes du contrôle :**

L'inspection fait suite à la déclaration de cessation d'activités du 30 avril 2014 sur les sites contigus "Décines 1" et "Décines 2" exploités par la société VAL'AURA

**Référentiels du contrôle :**

- Arrêtés préfectoraux d'autorisation des 1<sup>er</sup> avril 1997 et 1<sup>er</sup> mars 2006 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2008 ;

**Principales installations contrôlées :**

- Ensemble des sites

**Personnes rencontrées et fonctions :**

- Madame Béatrice VAN DE WALLE, service Environnement Permitting, direction industrielle de la société SITA ;
- Madame Alexandra LALET, adjointe à la Responsable du service Environnement Permitting, direction industrielle de la société SITA ;

### **Déclaration de cessation d'activités :**

La société MONIN ORDURES SERVICE (MOS) a été autorisée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 1997 à exploiter un centre de tri de déchets industriels banals et de déchets issus de la collecte sélective de déchets ménagers, 26, rue Wilson, à DECINES-CHARPIEU. La société MOS, puis SITA MOS, a exploité le site jusqu'à sa reprise par la société VAL'AURA en 2006.

La société SITA MOS a été également autorisée à exploiter 28-30, rue Wilson, à DECINES-CHARPIEU, un centre de tri de déchets industriels banals par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2006. La société VAL'AURA a également repris ce site courant 2006.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2008, la société VAL'AURA a été autorisée à exploiter au 28-30, rue Wilson, une installation de transit et regroupement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

Bien que faisant l'objet de deux autorisations préfectorales distinctes, l'exploitation des activités était commune et de nombreux équipements étaient partagés et notamment :

- les bureaux administratifs ;
- l'entrée des véhicules accédant à "Décines 1" ou "Décines 2" ;
- la pesée des véhicules ;
- la sortie de ces mêmes véhicules.

Aucune limite ne séparait les deux sites autorisés sur le terrain et le personnel d'exploitation était commun à ces deux sites.

Les deux sites, classés au titre de la législation des installations classées sous le régime de l'autorisation préfectorale, ont fait l'objet, chacun, d'une déclaration de cessation d'activités au préfet, conformément à l'article R. 512-39-I du code de l'environnement, qui a été transmise le 30 avril 2014 à la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP). La mise à l'arrêt définitive des deux sites était programmée au 31 juillet 2014.

Les parcelles concernées par ces deux cessations d'activités sont les parcelles référencées au cadastre, section AY : 142 en partie, 144 en partie, 145, 210 en partie et 222. La surface totale sur laquelle les autorisations, au titre de la législation des installations classées, portaient est de 32 771 m<sup>2</sup>.

Par transmissions du 22 juillet 2014, la société VAL'AURA a transmis à la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône un mémoire de réhabilitation pour chaque site qui comprenait :

- d'une part les accords du propriétaire des terrains d'assiette et de la commune de DECINES-CHARPIEU sur l'usage futur industriel, proposé par l'exploitant : cet usage n'étant pas déterminé dans les actes administratifs d'autorisation ;
- d'autre part un mémoire précisant les mesures déjà prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément à l'article R. 512-39-3 de ce même code.

Le premier rapport conclut, pour le site "Décines 1", qu'au vu du contexte et de la situation environnementale du site (notamment l'absence de vulnérabilité des eaux souterraines au droit du site), des investigations réalisées sur les sols (caractérisation et plan de gestion), ainsi que l'usage industriel futur proposé, aucune mesure de gestion particulière n'est nécessaire pour ce site. Il y est notamment précisé que :

- la seule source de pollution est localisée entre 2 et 4 mètres de profondeur sur un sondage situé au droit d'une ancienne fosse remblayée à l'intérieur du bâtiment principal d'exploitation : le polluant identifié étant le dichlorométhane avec une concentration de 4 mg/kg MS ;

- les sols au droit de l'ensemble des autres zones (que ce soit le reste du bâtiment principal, le bâtiment de stockage des balles, l'ancien parc à bennes, les voiries, les séparateurs d'hydrocarbures et l'aire de distribution de carburant) ne présentent pas d'impact significatif ;
- la qualité du sol au droit de la zone impactée est compatible avec l'usage futur industriel futur et ne nécessite donc pas la mise en œuvre de mesure de gestion particulière.

Le second rapport conclut, pour le site "Décines 2", qu'au vu du contexte et de la situation environnementale du site (notamment l'absence de vulnérabilité des eaux souterraines au droit du site), des investigations réalisées sur les sols (caractérisation et plan de gestion), ainsi que l'usage industriel futur proposé, la seule mesure à mettre en œuvre consiste à l'excavation à la pelle mécanique de 30 à 240 m<sup>3</sup> au droit de la zone de transfert des déchets d'équipements électriques et électroniques et du local de maintenance, afin d'éliminer les terres polluées, marquées en hydrocarbures et en Hydrocarbures Aromatiques Polycyclique (HAP) pour la zone DEEE.

Par courriers respectifs du 12 juin et 28 mai 2014, la société SIDEPE, propriétaire foncier du terrain, et la commune de DÉCINES n'ont pas émis d'observations à l'usage futur industriel proposé par la société VAL'AURA.

### **Suites données par la société VAL'AURA aux préconisations définies dans les mémoires de réhabilitation susvisés**

**Décines 1 :** La présence de dichlorométhane dans le sol à une profondeur de 2 à 4 mètres au droit d'une ancienne fosse remblayée a fait l'objet d'une Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) pour un travailleur exposé à l'inhalation de cette substance volatile sur son lieu de travail, le traitement de cette zone étant difficilement réalisable compte tenu de la présence de piliers de soutènement de la structure à proximité. Les résultats des calculs de risques montrent que la qualité du sous-sol sur l'ensemble de la zone d'étude est compatible avec un usage industriel suivant les aménagements étudiés et notamment la présence d'une dalle béton sur cette zone. En effet, l'Excès de Risque Individuel (ERI) a été calculé à  $2,2 \times 10^{-6}$ , inférieur à limite d'acceptabilité de  $10^{-5}$ , et le Quotient de Danger (QD) à  $5,77 \times 10^{-1}$  inférieur à la limite d'acceptabilité de 1.

**Décines 2 :** la société VAL'AURA a procédé sur les zones polluées par des hydrocarbures et des HAP à leur traitement par excavation et évacuation vers une filière autorisée des terres polluées, travaux réalisés du 22 au 31 juillet 2014. 63 m<sup>3</sup>, soit 133 tonnes, de terres polluées ont été ainsi acheminées vers la plate-forme de valorisation et de traitement autorisée de Ternay dans le Rhône. À la fin des travaux, des analyses en fronts et fonds de fouille ont permis de constater l'absence de teneurs résiduelles pour les hydrocarbures C10-C20 et les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) dans 10 sondages réalisés à l'exception de traces en hydrocarbures C21-C40, pour 7 sondages, dont la concentration maximum relevée était de 11 mg/kg.

Les deux rapports de fin de travaux, concernant chaque site autorisé par arrêté préfectoral, ont été transmis à monsieur le préfet du Rhône le 5 novembre 2014.

### **Synthèse de la visite – constatations**

Une visite d'inspection a été réalisée le 24 avril 2015, en application de l'article R.512-39-3-III du code de l'environnement, afin de constater que des mesures de sécurité avaient bien été mises en place d'une part et que la réalisation des travaux qui avaient suivi la déclaration de cessation d'activités de la société VAL'AURA avaient bien été réalisés d'autre part.

Il a été constaté le jour de l'inspection :

- que l'ensemble du matériel de production avait été démonté et évacué ;
- qu'il n'existait plus sur le site aucun déchet ni produit ;

- que les accès au site étaient verrouillés ;
- que tout risque d'incendie ou d'explosion avait été supprimé ;
- que le site était clôturé sur l'ensemble de son périmètre.

**Suites :**

En application de l'article R.512-39-3-III du code de l'environnement nous proposons à monsieur le préfet du Rhône de transmettre ce rapport d'inspection, considéré comme un procès-verbal de réalisation de travaux (procès-verbal de récolement), à la société VAL'AURA ainsi qu'à la société SIDEPE, propriétaire foncier des terrains, implantée 24, rue Wilson – BP 356, à DECINES (69154 – Décines-Cedex) en leur précisant que ce procès-verbal devra être transmis à tout acheteur avec tous les autres documents mentionnés à l'article L.514-20 du code de l'environnement précisé ci-dessous. Les mémoires de réhabilitation établis en juillet 2014 par la société VAL'AURA devront également systématiquement accompagner ce procès-verbal de récolement.

**Article L. 514-20 du code de l'environnement**

**(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 35 et Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009, article 14)**

*Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.*

*"Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité."*

*À défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.*

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône

Lyon, le 26 mai 2015

Pour la directrice et par délégation,

L'adjoint, Risques Chroniques,

au chef de l'Unité Territoriale Rhône-Saône



Philippe NICOLET

